

SELON UN RESPONSABLE IRANIEN**Téhéran visera «32 bases américaines»
et le cœur d'Israël en cas d'attaque**

L'Iran visera «32 bases américaines et le cœur d'Israël» en cas d'attaque contre son territoire, a déclaré un haut responsable iranien, cité hier par l'agence de presse semi-officielle Fars.

«Si l'Amérique ou Israël tire des balles ou des missiles contre notre pays, les forces armées iraniennes viseront le cœur d'Israël et 32 bases américaines dans la région avant même que le sable de cette attaque ne soit retombé», a déclaré un conseiller du guide suprême Ali Khamenei, Mojtaba Zolnoor.

M. Zolnoor est le représentant adjoint du guide au sein des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime islamique qui contrôle les armements les plus puissants, dont les missiles de longue portée capables de frapper Israël ou les bases américaines dans le Golfe.

Les Etats-Unis et leur allié régional Israël n'ont pas exclu

d'attaquer des sites nucléaires iraniens pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme atomique. Les pays occidentaux redoutent en effet que le programme nucléaire civil de Téhéran ne cache un volet militaire.

A ce titre, ils réclament l'arrêt de l'enrichissement d'uranium, une mesure exclue par le régime islamique qui dément chercher à obtenir l'arme nucléaire.

Plus tôt samedi, l'Iran avait cependant écarté l'idée d'une attaque des Etats-Unis ou d'Israël contre ses sites nucléaires, estimant qu'une action militaire serait «folle» et vouée à l'échec.

«Toute agression ou action militaire contre l'Iran est une idio-

tie dont les répercussions feraient du mal à tout le monde», a dit le porte-parole du gouvernement Gholam Hossein Elham lors de son point de presse hebdomadaire.

«Je ne pense pas que ce genre de folie et d'absurdité prévaudra ou soit faisable militairement», a-t-il dit.

La tension entre l'Iran d'une part et les Etats-Unis et Israël d'autre part a monté d'un cran cette semaine après que Téhéran eut annoncé avoir procédé à des essais de missiles, dont l'un, le Shahab-3, présenté comme capable d'atteindre Israël, lors de manœuvres militaires en Iran.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a averti de son côté les Etats-Unis et Israël, qu'en cas d'agression, la réponse de Téhéran «serait sévère et dévas-

tatrice». Il a néanmoins estimé que «le régime sioniste et les Etats-Unis n'avaient évidemment pas la capacité de s'impliquer dans une nouvelle crise», dans des propos tenus vendredi et rapportés hier par l'agence officielle Irna.

Téhéran a annoncé vendredi que son négociateur Saïd Jalili rencontrerait le 19 juillet à Genève le chef de la diplomatie européenne Javier Solana pour poursuivre les négociations sur les propositions avancées en juin par le groupe des six grandes puissances impliquées dans le dossier nucléaire iranien (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne). L'Iran avait de son côté présenté mi-mai à M. Solana des propositions destinées à résoudre «les grandes difficultés mondiales», notamment «l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire».

DARFOUR**Inculpation de responsables soudanais :
l'UA «met en garde» la CPI**

Le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine (UA) a «mis en garde» hier la Cour pénale internationale (CPI) sur les poursuites envisagées contre des responsables du gouvernement soudanais.

Le CPS, qui s'est réuni vendredi soir, «a entendu une communication du procureur adjoint de la CPI sur certaines de ses activités», selon un communiqué, soulignant que le Conseil «a réaffirmé l'engagement de l'UA à combattre l'impunité».

«Dans le même temps, le CPS (Conseil de paix et sécurité) a exprimé sa profonde conviction quant à la nécessité de poursuivre la recherche de la justice de manière à ne pas entraver ou compromettre les efforts visant à promouvoir une paix durable, et a rappelé que, dans sa résolution 1593 (2005) du 31 mars 2005, le Conseil de sécurité des Nations unies a également souligné la nécessité de promouvoir l'apaisement et la réconciliation.»

Un haut responsable de l'UA a expliqué à l'AFP que «la position du CPS est de mettre en garde la CPI sur les risques

d'une action contre certaines personnalités qui pourraient compromettre la paix sur le continent». «L'essentiel (de la réunion) a porté sur le Darfour, très largement et sur le fait que les étapes à venir seront déterminantes, mais la CPI n'a pas donné plus de précisions.» Il n'y a eu aucune communication officielle sur le président soudanais Omar el-Béchir, a ajouté cette source. «Par ailleurs, elle a brièvement mentionné les cas de la Centrafrique, de la RD Congo et de l'Ouganda avec la rébellion de la LRA», a-t-il précisé. Cette réunion avec les responsables de la CPI intervient à la veille de la présentation prévue lundi du procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, devant les juges de la CPI de nouvelles «preuves» de crimes commis ces cinq dernières années contre des civils au Darfour. Selon le

département d'Etat américain, M. Moreno-Ocampo va également demander un mandat d'arrêt contre le président soudanais pour des crimes commis au Darfour.

Le Soudan a mis en garde contre toute mesure de la CPI visant le président el-Béchir, estimant que cela risquerait de détruire le processus de paix au Darfour. De leurs côtés, les représentants des groupes rebelles du Darfour se sont félicités vendredi à Genève que le procureur de la CPI ait l'intention de demander l'arrestation du président soudanais. L'UA avait déployé dès 2004 une force de paix au Darfour, l'Amis, qui a été remplacée sur le terrain par une force hybride UA-ONU, la Minuad. Mais cette force ne dispose au sol pour l'instant que d'environ 9 200 soldats et policiers, ainsi que de 1 300 civils. Seuls les contingents africains issus de l'Amis sont effectivement sur le terrain, alors que Khartoum bloque l'arrivée de troupes non africaines. La Minuad, qui doit à

terme compter quelque 26 000 hommes, manque cruellement de moyens aériens pour surveiller un territoire grand comme la France. La réunion du CPS «a débuté par une minute de silence en hommage aux soldats de la paix qui ont été tués au Darfour, notamment lors de la dernière attaque où sept casques bleus africains ont été tués et 22 blessés», a indiqué un des participants de la réunion. «Par ailleurs», conclut le communiqué, le CPS «a réitéré la préoccupation de l'UA face à la mise en accusation abusive de dirigeants africains», telle qu'elle a été exprimée lors du dernier sommet de l'UA les 30 juin et 1^{er} juillet. Depuis 2003, les forces gouvernementales appuyées par les milices arabes janjawids luttent contre des mouvements rebelles de cette province du Soudan. Le conflit a fait plus de 300 000 morts et entraîné le déplacement de 2,2 millions de personnes, selon l'ONU. Khartoum parle de quelque 10 000 morts.

ZIMBABWE**L'opposition compte
sur l'UA après le rejet
de sanctions à l'ONU**

L'opposition zimbabwéenne a de nouveau demandé hier à l'Union africaine (UA) d'intervenir dans le processus de médiation avec le régime, au lendemain du rejet à l'ONU d'un projet de sanctions contre le Zimbabwe.

Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC) a publié un communiqué très pesé, dans lequel il se garde de commenter le veto mis par la Chine et la Russie au projet de résolution rédigé les Etats-Unis après la réélection controversée du président Robert Mugabe, le 27 juin. «Nous notons que le Conseil de sécurité a reconnu la magnitude des problèmes que rencontre le Zimbabwe et qui affecte la région d'Afrique australe dans son ensemble», écrit simplement le parti. «Les souffrances du peuple zimbabwéen empirent chaque jour et une transition pacifique et négociée est requise avec urgence», poursuit le MDC, qui évoque «une violence d'Etat» ayant fait «plus de 100 morts, des milliers de blessés, de torturés et de déplacés». «C'est pourquoi, nous appelons l'Union africaine (UA) à travailler avec la SADC pour établir un cadre de travail dans lequel une solution négociée pourrait être formulée.» La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a chargé le président sud-africain Thabo Mbeki d'une mission de médiation entre le MDC et l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF, au pouvoir).

Thabo Mbeki, qui a toujours prôné une «diplomatie discrète» envers son voisin, a plusieurs fois été accusé de complaisance par le MDC qui souhaite que l'UA envoie un émissaire pour le seconder.

Vendredi dernier, l'Afrique du Sud a voté contre le projet de résolution estimant que des sanctions handicaperaient le dialogue mené sous son égide. Elle a été chaleureusement remerciée par Harare qui a estimé que Thabo Mbeki était «un leader par excellence» qui n'avait «pas plié devant les pressions occidentales».

NIGERIA**Enlèvement de deux
ressortissants
allemands**

Les expatriés enlevés vendredi dernier au Nigeria sont au nombre de deux et de nationalité allemande, a précisé leur employeur, une société allemande de construction, tandis que les forces de sécurité nigérianes poursuivaient hier leurs recherches pour les libérer. Dans un premier temps, on ignorait le nombre exact de personnes enlevées (une ou deux) et leur nationalité. Mais leur employeur, la société Julius Berger, a précisé plus tard qu'ils étaient finalement deux et de nationalité allemande. «Nous suivons la situation», a déclaré hier à l'AFP un haut responsable nigérian de l'entreprise, sous couvert d'anonymat. «On cherche les ravisseurs avec l'objectif de sécuriser la libération des Allemands», a dit pour sa part à l'AFP Rita Abbey, porte-parole de la police de l'Etat de Rivers, qui englobe la ville de Port Harcourt où les Allemands ont été enlevés. «Les Allemands ont été emmenés en mer. Mais nous espérons retrouver les ravisseurs très bientôt», a-t-elle ajouté. Un soldat a été blessé par balle quand des hommes armés non identifiés ont enlevé vendredi les deux Allemands dans la «capitale» pétrolière du Nigeria, a-t-elle précisé. Aucun groupe n'a revendiqué jusqu'à présent l'enlèvement. Les violences, sabotages et enlèvements sont très fréquents au Nigeria, deuxième pays producteur de brut en Afrique. Le Nigeria a perdu un quart de sa production de pétrole depuis janvier 2006 en raison de ces violences.

KOWEÏT**Le sommet économique arabe se tiendra
les 19 et 20 janvier prochain**

Le sommet arabe économique, social et de développement, dont le Koweït est le pays organisateur, aura lieu les 19 et 20 janvier prochain, a affirmé une source responsable à la Ligue arabe.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a reçu une lettre de la part du vice-premier ministre et ministre koweïtien des Affaires étrangères, M. Mohamed Salem Al Sabah, dans laquelle il lui signifie la date fixée pour la tenue du sommet économique arabe qui aura ainsi lieu les 19 et 20 janvier 2009.

Une délégation de la Ligue arabe se rendra prochainement

au Koweït en compagnie du coordinateur général du sommet économique afin de s'enquérir des préparatifs en cours en prévision de ce rendez-vous, a indiqué la même source.

Le Conseil économique et social de la Ligue arabe qui regroupe les ministres arabes de l'Economie et des Finances avait décidé en février dernier d'organiser le sommet arabe écono-

mique, social et de développement au Koweït en janvier 2009 sans toutefois fixer une date exacte.

Les travaux de préparation à ce sommet dont la tenue a été décidée lors du sommet arabe de Riyad, avaient débuté en juillet 2007 au siège de la Ligue arabe pour examiner les points à inscrire à l'ordre du jour du sommet tels l'augmentation des taux de pauvreté et de chômage, le volume dérisoire des échanges commerciaux et des investissements interarabes, la fuite des capitaux arabes outre les pro-

blèmes des ses secteurs de l'électricité, des transports, de l'eau et de l'éducation.

Pour des analystes au Caire, le sommet économique arabe constituera une étape importante dans le processus de la complémentarité qui va contribuer nul doute à éviter la fuite des capitaux arabes, consolider les investissements interarabes, tirer profit des dividendes du pétrole, et dynamiser le rôle du secteur privé arabe dans le développement global et favoriser les contacts entre les hommes d'affaires arabes.